

Une étude de l'Aped dévoile les conditions d'une école ambitieuse et équitable

Ce mardi 3 mars, l'Appel pour une école démocratique (**Aped**) a publié une étude statistique basée sur les données de l'enquête PISA 2018, analysant pourquoi les deux grands **systèmes d'enseignement belges** figurent parmi les plus **inégaux** en Europe.

Lorsqu'on compare l'ensemble des pays européens sur le plan de la **liaison des performances PISA à l'origine sociale des élèves**, on observe en effet que la Flandre se classe en deuxième plus mauvaise position (après la Hongrie) et la Fédération Wallonie-Bruxelles en cinquième position.

Nos deux communautés se caractérisent également par une très forte **ségrégation** sociale et académique. On trouve chez nous, plus qu'ailleurs, des écoles « de riches » et « de pauvres ». Or, l'analyse statistique pour l'ensemble de l'Europe, montre qu'une importante ségrégation s'accompagne non seulement d'une augmentation de l'inégalité entre élèves, mais également d'une baisse des performances moyennes. Ceci condamne la **stratégie du gouvernement flamand** qui croit élever le niveau global en divisant, en hiérarchisant et en laissant jouer le marché.

La leçon principale de l'étude est que deux caractéristiques structurelles de nos systèmes d'enseignement, le **libre marché scolaire** et la **filiarisation précoce**, expliquent plus de la **moitié des écarts** entre pays européens sur le plan de l'équité. Ils constituent sans aucun doute possible les facteurs les plus déterminants pour comprendre la singularité belge. Cette leçon est essentielle pour juger des chances de réussite du **Pacte d'Excellence** : aucun système d'enseignement n'a su organiser un tronc commun de longue durée et limiter les inégalités sociales de performances scolaires, sans réguler aussi le marché scolaire et sans organiser le tronc commun de manière structurelle (en séparant le secondaire inférieur du secondaire supérieur).

L'étude montre encore que :

- De faibles taux de **redoublement** ne garantissent pas à eux seuls une faible inégalité des résultats, particulièrement dans les pays ayant un intense marché scolaire.
- A l'échelle internationale, le niveau de **financement** de l'enseignement est clairement un facteur déterminant de son équité sociale.
- Les causes externes, en particulier **l'immigration**, sont totalement négligeables pour l'explication de notre situation peu enviable.

Un mémorandum et une pétition soutenue par de nombreuses personnalités

Pour l'Aped, l'équité sociale dans l'enseignement est une condition, non seulement pour réduire l'inégalité des chances, mais surtout pour assurer l'égalité des citoyens dans leur capacité de comprendre le monde et d'y agir. C'est une condition de démocratie. C'est dans cet esprit que l'association a également lancé, ce 3 mars, un **mémorandum** et une **pétition** bilingue intitulée « **Ambition et équité pour l'éducation** ». L'appel est soutenu par une **centaine de personnalités** du monde éducatif francophone et néerlandophone. La pétition réclame, entre autres :

- des programmes exigeants, alliant formation classique et polytechnique
- 15 élèves par classe en début de scolarité, où tout se joue

- une école ouverte, proposant un vaste éventail d'activités en dehors des heures de cours
- réguler le marché scolaire et générer de la mixité en proposant (sans obligation) une école aux parents
- séparer le secondaire inférieur du secondaire supérieur
- faire confiance aux enseignants en matière de pédagogie
- financer mieux et financer pareillement au Nord et au Sud de la Belgique

Téléchargez l'étude, le mémorandum, la pétition et la liste des signataires sur **www.ecoledemocratique.org**

Pour contacter l'Aped-Ovds,

- aped-ovds@skolo.org
- Cécile Gorré (0498 48 83 63) et Olivier Mottint (0498 01 95 31),
porte-paroles francophones
- Romy Aerts (0470 71 78 33) et Gaëtan Carlier (0485 44 30 09),
porte-paroles néerlandophones